



Après le soixante-dixième anniversaire de 1936 Vers une histoire en débat ?

François Godicheau

► To cite this version:

François Godicheau. Après le soixante-dixième anniversaire de 1936 Vers une histoire en débat ?. Mélanges de la Casa de Velázquez, 2008, 38-1. halshs-01552802

HAL Id: halshs-01552802

<https://shs.hal.science/halshs-01552802>

Submitted on 3 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Mélanges de la Casa de Velázquez

Nouvelle série

38-1 | 2008

Actores de la Guerra de la Independencia

Après le soixante-dixième anniversaire de 1936

Vers une histoire en débat ?

Después del 70º aniversario de 1936: ¿hacia una historia en debate?

After the seventieth anniversary of 1936: towards a history through debate?

François Godicheau



Édition électronique

URL : <http://mcv.revues.org/1091>

ISSN : 2173-1306

Éditeur

Casa de Velázquez

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2008

Pagination : 115-134

ISBN : 978-8496820173

ISSN : 0076-230X

Référence électronique

François Godicheau, « Après le soixante-dixième anniversaire de 1936 », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], 38-1 | 2008, mis en ligne le 17 février 2010, consulté le 08 décembre 2016. URL : <http://mcv.revues.org/1091>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2016.

© Casa de Velázquez

Après le soixante-dixième anniversaire de 1936

Vers une histoire en débat ?

Después del 70º aniversario de 1936: ¿hacia una historia en debate?

After the seventieth anniversary of 1936: towards a history through debate?

François Godicheau

- 1 L'année 2006, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire du début de la guerre en Espagne, a dépassé les prévisions les plus optimistes en termes de nombre de livres publiés sur le sujet. Avec une particularité qui a différencié cet anniversaire des deux précédents (1996 et 1986) : celle d'intervenir au plus fort d'un mouvement d'agitation mémorielle qui pose le conflit en objet de débat et même de polémique, publique et politique. On ne peut appréhender, je crois, la production historiographique de cette année, proclamée « année de la mémoire historique » par le Congrès espagnol le 27 avril 2006, sans partir de ce cadre social et politique. Les travaux des historiens sur l'événement ne sont pas une catégorie à part, détachés d'un ensemble de productions d'essais et de récits à disposition de tous : il existe de multiples discours sur le passé, y compris ceux qui sont produits par les historiens, mais pas seulement par eux¹.

Le contexte social et politique de la production historique

- 2 La revendication et la polémique sont aujourd'hui les deux principales modalités d'existence du thème « guerre civile » lequel auparavant fêtait ses anniversaires dans les librairies et, accessoirement, dans les suppléments des journaux, sur le mode rassurant d'une histoire cumulative dont les spécialistes s'occupaient avec patience pour livrer au public les résultats de leurs travaux. D'une part, le développement d'un mouvement qui a pris pour nom la « Récupération de la mémoire historique », mouvement très large, présent dans toute l'Espagne, intéressant plusieurs générations et qui a donné naissance à

des centaines d'associations et d'initiatives, et, d'autre part, l'apparition du phénomène éditorial de la publication de livres négationnistes, vendus à des centaines de milliers d'exemplaires, ont changé la donne.

- 3 Ces deux phénomènes et les manifestations sociales qui les sous-tendent sont complexes et, même s'il n'est pas question ici de les analyser en détail, il est important de souligner à quel point leur déploiement a placé les historiens professionnels et leur production dans une situation nouvelle.
- 4 Le développement de revendications mémorielles a démarré à la fois sur les terrains associatif et éditorial. C'est vers la fin des années 1990 que sont nées les premières associations, comme l'Asociación Guerra y Exilio (AGE, 1997), qu'ont eu lieu les premières fouilles de fosses communes dans le Bierzo (1998) et qu'ont été publiés les premiers livres importants, comme le best-seller au titre emblématique, *La memoria insumisa*, de Nicolas Sartorius et Javier Alfaya (1999). Le mouvement a ensuite pris de l'ampleur avec la publication de romans à succès, dont le premier et le plus emblématique est *Soldados de Salamina* de Javier Cercas, et avec la multiplication des exhumations sous l'impulsion d'une association créée en 2000, l'Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica (ARMH).
- 5 Presque au même moment, on vit des historiens s'interroger sur ces phénomènes et sur le poids de leurs propres travaux. Le pionnier fut sans contexte Alberto Reig Tapia qui, en 1999, dans son livre *Memoria de la Guerra Civil. Los mitos de la tribu*, s'étonnait de la persistance dans la conscience collective des Espagnols des mythes franquistes de la guerre « inévitable », de l'Alcazar de Tolède, etc., alors que, depuis longtemps, les travaux des historiens avaient démontré la fausseté de ces « manipulations propagandistes » (expression de la quatrième de couverture)². Il déplorait en même temps qu'aucune réflexion collective n'ait eu lieu en Espagne sur les rapports entre histoire et mémoire à propos du conflit de 1936, alors que, dans les pays voisins, la mémoire du nazisme où, pour la France, de l'occupation et de Vichy, avait donné lieu à de nombreux travaux.
- 6 Il y avait là matière à réflexion collective, ce qui permit d'organiser, à la Casa de Velázquez au début de l'année 2002, un colloque autour de l'idée « La Guerre d'Espagne, un passé qui ne passe pas ? », où les rapports entre mémoire et historiographie furent l'objet d'un débat associant spécialistes de la période et historiens français travaillant sur les questions de mémoire³. Le soutien de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP)⁴ et la présence de son directeur, Henry Rousso, auteur de plusieurs livres sur la mémoire et l'histoire de Vichy, accompagné d'historiens et d'une sociologue de la mémoire, Marie-Claire Lavabre, furent précieux. En poussant la réflexion vers le comparatisme et la mise à distance théorique de l'objet, ils aidèrent à « sortir du cercle des spécialistes », à formuler des questionnements sur les rapports entre la société et les méthodes des historiens, sur la nature de l'objet « guerre civile » et sur la prégnance des politiques de mémoire ; autant de questions qui sont toujours difficiles pour des historiens car elles les font sortir du confort relatif de leur atelier, de leur illusion d'extériorité scientifique par rapport à un objet inanimé et prédéfini.
- 7 Face aux premiers développements du mouvement de revendication mémorielle, dont la particularité semblait être de bousculer les cloisons patiemment érigées depuis plusieurs décennies, qui assuraient aux spécialistes de la « guerre civile » une relative tranquillité dans leur travail de consolidation de l'édifice des connaissances, la nécessité d'une clarification méthodologique apparaissait sur plusieurs plans.

- 8 Le premier point soumis à débat, et non le moindre, était de nature chronologique, notamment sur la durée de la « guerre civile » : livres de revendication mémorielle et associations mettaient en cause l'idée que la guerre se fût terminée le 1^{er} avril 1939, conviction qui commençait à pouvoir s'appuyer sur des travaux d'historiens qui envisageaient la terreur franquiste comme un phénomène unique de part et d'autre de cette date. Il apparaissait donc que la date du 1^{er} avril 1939 n'était absolument pas pertinente pour ce qui était des problématiques et des pratiques mémorielles⁵.
- 9 Autre point suscitant la réflexion : l'action de l'association AGE qui cherchait à mêler l'expertise historique à l'action collective, en encourageant à la fois la production de travaux d'historiens sur des sujets délaissés comme la guérilla ou le sort de certaines catégories d'exilés (les « enfants de la guerre » évacués au cours du conflit) et l'organisation de cérémonies et de rituels du souvenir (où il s'agissait de faire exister publiquement une identité collective longtemps écrasée, celle des différents « vaincus » de la guerre et du franquisme). AGE organisa plusieurs « caravanes de la mémoire », de 2000 à 2002, où une quarantaine d'acteurs de la résistance antifranquiste parcoururent les Asturies, la Castille, l'Estrémadure, l'Andalousie, l'Aragon et le Pays Basque, provoquant rencontres et prises de paroles qui rendaient « audible la violence du silence et visible celle de l'effacement pour les vaincus⁶ ». La même association avait organisé une rencontre à Madrid en 1998 où, en même temps que plusieurs catégories d'anciens acteurs de l'histoire (volontaires internationaux, enfants de la guerre, anciens combattants du camp républicain...), des historiens et des archivistes avaient été invités autour d'objectifs multiples allant de l'hommage aux victimes et combattants antifranquistes à l'aide à la recherche, en passant par l'aspiration à « constituer » un grand centre d'archives de la guerre, de l'exil, de la guérilla, etc.
- 10 Lors de cette rencontre, l'attitude envers les historiens professionnels (*académicos*) fut très ambivalente et, pour cette raison, très intéressante : d'une part, ils étaient invités à participer, à s'engager aux côtés des autres membres de l'association et, d'autre part, à contribuer par leurs travaux à la réappropriation par les « vaincus » de leur histoire, à apporter une caution scientifique. L'association évoquait des aides à la recherche pour les jeunes doctorants, la possibilité de financer la publication de travaux, d'une revue, etc. Mais il était aussi manifeste qu'une méfiance envers l'*establishment* universitaire était partagée par de nombreuses personnes : les historiens pouvaient participer et prendre des initiatives, mais l'institution universitaire, elle, n'était pas la bienvenue, comme si on la soupçonnait de réclamer l'exclusivité de l'histoire, d'imposer ses méthodes et sa manière d'obtenir des résultats à une association qui situait son action sur le plan social et politique et pour qui les historiens, même experts, restaient des citoyens, à égalité avec tous les autres.
- 11 Cette ambivalence, à peu près systématique dans ce genre de rencontres, est intéressante car elle débouche sur un problème central pour notre propos : la place des historiens et de leur travail par rapport aux politiques de mémoire⁷. D'une part, où en est la discussion collective au sujet des rapports entre la façon dont on a écrit l'histoire et les questions mémorielles ? Où en est la réflexivité de la pratique des historiens sur la guerre de 1936 ? D'autre part, sollicités ou mis en cause par la « fièvre mémorielle », comment les historiens ont-ils réagi face à la confusion des genres qui règne désormais ?
- 12 Pour débrouiller les oppositions entre mémoires, mémoire et oubli, ou mémoire et histoire, il est nécessaire de revenir à la clarification conceptuelle opérée par Marie-Claire Lavabre. Elle rappelle que dans toutes les entreprises mémorielles, les acteurs ont

tendance à naturaliser la mémoire, à la considérer comme une chose qu'on peut récupérer, défendre, honorer, etc., quand ce qu'on récupère, défend et honore c'est, avant tout, et ce n'est pas rien, une identité collective, l'existence d'un « nous ». L'expression « mémoire historique », utilisée comme nom d'association ou pour qualifier l'année 2006, contient donc à la fois une confusion et un aveu⁸.

- 13 Les membres de l'AGE ou de l'ARMH sont des « entrepreneurs de mémoire » au même titre que le gouvernement espagnol, même si leurs moyens sont différents : leur activisme consiste en une utilisation d'éléments du passé pour faire reconnaître socialement et politiquement un certain nombre de valeurs, de personnes, de références, et il est lié à un point de vue sur l'identité du groupe considéré, en l'occurrence l'ensemble des Espagnols. Or, sur ce terrain, les institutions officielles de l'État, porteuses de leurs propres politiques de mémoire et donc pouvant être ressenties comme concurrentes, ont une longueur d'avance car ce sont aussi celles qui ont professionnalisé l'histoire. Les premiers historiens de profession ont, dans chaque pays, construit une identité nationale en fournissant le matériau des discours mémoriels officiels sur le « nous » national. Au cours du ^{xx}e siècle et surtout de sa seconde moitié, la profession, en s'étoffant et en se diversifiant, a considérablement gagné en autonomie et elle a même prouvé qu'elle était prête à se mobiliser pour défendre celle-ci⁹. Mais elle n'est pas débarrassée du poids des institutions, matérialisé, à l'occasion de dates anniversaires, par les sollicitations, les incitations, les facilités et par la répartition des crédits de recherche...
- 14 L'attitude ambivalente d'entrepreneurs de mémoire privés envers les historiens universitaires s'explique ainsi : on leur reconnaît volontiers — et on peut leur en savoir gré — le droit de mettre leurs compétences au service de convictions partagées ou d'un « engagement citoyen », mais l'habitude existe de stigmatiser « les historiens officiels » : quand on prononce cette expression devant vous pour désigner — presque toujours — d'autres historiens, absents et très rarement identifiés par un nom, cela sonne toujours comme un avertissement. La confusion entre histoire et mémoire, la multiplication des sollicitations — officielles, associatives, éditoriales — pour s'inscrire d'une façon ou d'une autre dans ce « mouvement de récupération de la mémoire historique », le flot de discours produit par et autour de ce mouvement et qui tend à relativiser considérablement le poids de la production historiographique dans l'ensemble des récits de la guerre, posent alors aux historiens une série de problèmes.
- 15 Le premier, que nous venons de mentionner, c'est-à-dire la participation ou non à des activités associatives dans le cadre de la revendication mémorielle, relève des choix individuels des historiens. On peut simplement se demander comment ils peuvent conjuguer l'engagement associatif avec l'obligation d'objectivité et d'impartialité que l'institution universitaire fait figurer en première ligne de la déontologie professionnelle.
- 16 Le second problème est la perte de visibilité des travaux d'historiens fondés sur des recherches nouvelles au milieu de la marée des rééditions d'ouvrages d'intérêt variable, des éditions, souvent brutes, de témoignages ou de documents d'archives — rapport du Cominternien Stepanov ou journaux de marche d'unités militaires des deux camps —, des synthèses ou des essais polémiques, ou des romans, sans compter les innombrables sites Internet qui, même s'ils n'encombrent pas les étagères des libraires, occupent les yeux et le temps de lecteurs potentiels. De ce point de vue, l'année 2006 a constitué une sorte d'apogée dans la multiplication des mises en récit concurrentielles du conflit.

- 17 À l'origine de ce problème, on découvre en fait un fort décalage entre l'offre des historiens et les attentes du public. L'intérêt pour la vie quotidienne des Espagnols en guerre, la multiplication des livres fondés sur la transcription d'entrevues avec des acteurs de l'époque, sur des lettres ou des autobiographies, répondent à un goût du public qui s'est aussi manifesté par les succès très importants de certains romans, au premier rang desquels figure les *Soldats de Salamine* de Javier Cercas. Le point commun de ce livre avec la production éditoriale de témoignages est qu'il part d'histoires individuelles, d'une histoire incarnée, faite de chair, de sang et de sentiments. Il fait même plus que cela : abandonnant l'*a priori* de la « folie collective », en vertu duquel les raisons des acteurs — et leurs discours de justification — sont disqualifiées comme « idéologiques », il adopte la démarche du journaliste-narrateur qui tente de comprendre un engagement et des actions de guerre devenus incompréhensibles. Il s'agit d'une attitude sympathique (au sens originel du terme), d'une recherche dont le résultat n'est pas une héroïsation, la formulation d'un sens moral ou d'une « leçon de l'histoire », mais la rencontre avec un être humain, des êtres humains, une embrassade et quelques noms. Il me semble qu'il faut prendre au sérieux ce goût du public pour une histoire incarnée, une recherche de compréhension et non de jugement, et l'avoir à l'esprit en analysant l'historiographie récente.
- 18 Sollicité, reconnu, encensé, remercié ou, plus rarement, stigmatisé, l'historien universitaire de la guerre civile peut donc, dans le même temps, être concurrencé ou ignoré en tant que professionnel, c'est-à-dire voir d'autres récits de la guerre mis sur le même plan que ses recherches et très souvent préférés au fruit de son travail. Il peut enfin être insulté, comme le sont régulièrement plusieurs collègues, par des écrivains, souvent journalistes, pas toujours d'extrême droite¹⁰, qui aspirent, par opposition à ce qu'ils réunissent sous le nom « d'histoire officielle », à se légitimer eux-mêmes comme historiens et à apparaître comme les porteurs d'un récit alternatif de la guerre de 1936.
- 19 Je fais allusion ici au deuxième phénomène annoncé plus haut qui, d'une autre façon que le mouvement de revendication mémorielle, a contribué à mettre les historiens de la période dans une position nouvelle : le phénomène Pío Moa, c'est-à-dire, non seulement la production, mais surtout la vente à des centaines de milliers d'exemplaires, d'une littérature reproduisant la version franquiste des événements. Cette entreprise de mémoire là, même si elle est actuellement en perte de vitesse, pose deux problèmes importants et supplémentaires à la lumière desquels on pourra interroger l'historiographie de la guerre civile : d'une part, les ventes de Pío Moa — son premier volume, *Les mythes de la guerre civile*, a été vendu à 150 000 exemplaires et il a été pendant six mois consécutifs en tête des ventes dans sa catégorie — signifie qu'une partie de l'opinion est réceptive à ce discours qu'elle préfère à celui de l'historiographie universitaire (ce qui confirme les inquiétudes formulées par Alberto Reig Tapia en 1999). D'autre part, malgré l'engagement polémique de plusieurs historiens (Francisco Espinosa, Enrique Moradiellos...), la profession a été, dans son ensemble, relativement désarmée face au type d'argumentation développée par Moa et consorts, et la faiblesse de cette réaction a permis à ces derniers d'incarner aux yeux du public une alternative historiographique sérieuse.

Accumulations passées et orientations récentes de l'historiographie

- 20 Il est possible d'analyser le meilleur de l'historiographie du conflit en s'intéressant à de récentes synthèses qui en reflètent les qualités comme les carences et les défauts : prenons par exemple le livre de Gabriele Ranzato, *El eclipse de la democracia. La guerra civil y sus orígenes (1931-1939)*¹¹ et celui d'Helen Graham, *La República española en guerra (1936-1939)*¹². Les deux ouvrages font l'effort d'intégrer le plus possible des travaux de recherche récents et sont aussi des analyses personnelles¹³. Ils illustrent à quel point le travail de plusieurs générations d'historiens a complété le tableau de la guerre civile et ils représentent en quelque sorte le couronnement des recherches publiées à la veille du soixante-dixième anniversaire.
- 21 Le livre de Ranzato présente à la fois les traits les plus classiques de l'historiographie de la guerre civile et une certaine sensibilité à l'air du temps : le premier chapitre commence par quelques biographies d'acteurs inconnus, des « sans grade » de l'histoire. Le parti pris d'aborder la guerre d'Espagne à partir du cadre européen, en décrivant la situation de chaque grand pays dans les années trente, signifie plus que « planter un décor ». Il est l'expression d'une volonté certaine de « désenclaver » la guerre civile espagnole, de dépasser l'examen des raisons proprement nationales du conflit qui sont examinées dans le chapitre deux. D'une manière générale, les meilleurs passages du livre sont ceux consacrés aux aspects diplomatiques, ce qui reflète tout simplement le dynamisme de la production dans ce domaine, le mieux traité sans doute par les historiens ces dernières années. La partie sur les violences de guerre (chap. VII) bénéficie des excellents travaux de Manuel Delgado sur, par exemple, l'anthropologie des contre-rituels iconoclastes des violences anticléricales, mais elle est fragilisée par la relative inattention aux travaux récents sur la violence du premier franquisme (ceux de Conxita Mir, pour ne citer qu'elle).
- 22 En dépit de la formulation d'hypothèses personnelles — comme celle, très intéressante, sur l'importance des peurs politiques en Espagne et en Europe —, le récit reproduit les tendances lourdes de l'historiographie classique : une histoire des antécédents et des premières années de la République complètement aimantée par le coup d'État du 18 juillet 1936 — sans tomber dans le mythe du caractère inévitable du conflit — qui occupe la moitié du livre alors que les deux dernières années de la guerre sont trop rapidement étudiées. Le chapitre VIII, sur « l'éclipse quasi totale » de la démocratie, c'est-à-dire sur la vie politique du camp républicain, est de loin le moins abouti et il exagère même la tendance à arrêter les compteurs au printemps 1937 pour ce qui ne relève pas de la diplomatie. On peut y voir, là encore, le faible intérêt traditionnellement accordé à la seconde partie de la guerre. Si l'on excepte les chapitres VI et VII sur la mise en place du conflit, sa configuration diplomatique et les massacres des premiers mois, les sociétés en guerre n'apparaissent que dans moins d'un tiers du livre (chap. VIII à X).
- 23 Mais le principal trait de classicisme est un style de récit qui met en scène des collectifs anonymes (« masses », ouvriers, paysans, anarchistes, « forces centristes ») avec une forte tendance à les naturaliser, collectifs d'où émergent de rares individus qui sont tous — sauf au tout début du livre — des figures de proue politiques, au premier rang desquelles le président Manuel Azaña. Ces dirigeants sont décrits et leurs actions jugées par l'auteur qui avoue, à la fin de l'introduction, que sa méthode consiste à « ressentir la

douleur de tous avant de prendre parti, avant de décider qui avait raison ou pas¹⁴ ». Il en ressort une critique du « manque de maturité » politique des Espagnols de l'époque. Cette synthèse, somme toute globalement réussie, est parcourue par une grande question : « pourquoi la démocratie libérale, qui eut l'occasion de s'affirmer solidement en Espagne en 1931, a-t-elle été vaincue si nettement par ses ennemis¹⁵ ? ». Question à laquelle une réponse en deux temps est apportée : d'une part, parce que ses ennemis ont été les plus forts — « *han prevalecido* » — et, d'autre part, à cause d'un défaut de tradition, de culture et de maturité politique chez « les amis de la démocratie¹⁶ ».

- 24 Question et réponse me semblent inquiétantes dans la mesure où on les retrouve avec des termes très similaires dans les grandes synthèses des années 1960. Il semble donc que, au-delà de la précision des connaissances et de la remise en cause de diverses mythologies partisans, l'historiographie produite depuis que les chercheurs ont largement accès aux archives n'ait pas modifié l'interprétation canonique du conflit. Mais celle-ci date-t-elle bien des années 1960 ? N'est-elle pas le reflet des conclusions tirées vers la fin de la guerre par Manuel Azaña, devenu depuis le « champion de la modération » et une sorte de sage prêchant « paix, pitié et pardon » dans le désert de la « guerre fratricide » ?
- 25 Quant à Helen Graham, elle annonce au début de son livre sa volonté de « recréer la texture » de la guerre qui apparaît souvent déconnectée des histoires politiques de la République en guerre, comme si elle n'en constituait qu'un arrière-plan sonore. Elle montre donc à quel point la guerre a fait évoluer la République, évolution pour laquelle elle cherche à prendre en compte systématiquement les différences de niveau de développement et ce qu'elle identifie comme la « grande fragmentation » des groupes sociaux. Situait elle aussi l'événement dans le contexte des « guerres civiles européennes », et des conséquences de la première guerre mondiale, elle intègre à son analyse diverses réflexions sur la crise des formes traditionnelles de contrôle social et les déficiences de l'État en Espagne¹⁷. Son objet, l'évolution politique de la République en guerre, est surtout abordé à travers les relations entre les différentes organisations politiques et syndicales avec, au passage, le souci de trancher, grâce à son expertise historique et à son érudition, les vieilles polémiques et autres mystères qui, après 1939, ont agité l'anti-franquisme¹⁸.
- 26 Sa méthode lui permet de se débarrasser de certaines visions essentialistes héritées des discours d'époque, comme l'antinomie de la CNT et de l'UGT, censés incarnés des pôles opposés, ou comme la transformation du SIM en « main de Moscou », alors que son action est avant tout « la preuve que la guerre était en train de tout dévorer : les personnes, les partis — PCE compris — et la structure même de la démocratie républicaine¹⁹ ». Grâce à une bonne connaissance du PSOE Helen Graham propose — comme le fait Ranzato d'ailleurs — une très belle analyse démystificatrice de la figure de Negrín que les études du temps de la guerre froide avaient transformé en pantin du PCE, ainsi que sur l'état de ce même parti à la fin de la guerre. Son estimation de l'importance du coup d'État du 18 juillet, qui « provoqua la rupture définitive de la structure sociale de l'Espagne et rendit possible la violence de masses en privant la République de ses ressources pour assurer l'ordre public²⁰ », la conduit à procéder à une analyse extrêmement aboutie de la violence populaire de l'été 1936 et de la répression franquiste. Elle met ensuite au centre de son récit de la guerre — par ailleurs souple et captivant — la question de la reconstruction de l'État dans le camp républicain au service de la mobilisation pour la guerre totale.

- 27 Les limites de son analyse sont peut-être à chercher du côté d'une opposition de l'ordre et du désordre un peu schématique et liée à une vision des questions politiques à travers les appareils des partis et les stratégies des dirigeants. Ce point de vue lui fait sous-estimer la complexité du monde libertaire — la CNT est une sorte de bloc critiqué pour son absence de contrôle sur sa base, ce qui reproduit les critiques socialistes et communistes de l'époque — et de la reconstruction de l'État en Catalogne, qui admit transitoirement l'existence d'institutions mixtes semi-officielles comme les patrouilles de contrôle ou la Junta de Defensa rangées par H. Graham dans le sac du désordre révolutionnaire²¹. Le concept de « fragmentation », qui a l'avantage d'assouplir une vision traditionnelle des acteurs collectifs comme autant de blocs identitaires, n'en finit pas pour autant avec la tendance à les naturaliser — la fragmentation suppose que leur état naturel est d'être entiers et sans fissures.
- 28 Ce concept reste compatible avec l'habitude de taxinomie des appareils politiques qui considère, au sein des collectifs partisans, des tendances en « -istes » (centristes ou gauchistes dans le PSOE) et une « base sociale ». Ce clivage traduit la « fragmentation », avec plus ou moins de subtilité, comme si on avait sur deux étages une séparation entre une instance sociale et une instance politique, une « masse » travaillée par des mouvements profonds et des dirigeants, maîtres de l'action publique qui analysent et décident de façon plus ou moins conséquente. On retrouve alors curieusement des jugements de valeur sur les capacités des politiciens républicains, leur « croyance ingénue dans le pouvoir de la loi » et leur relatif « aveuglement » liés à une culture politique du XIX^e siècle étrangère à la mobilisation des masses, comme si la droite, la première à mobiliser les masses avec la CEDA, avait eu une culture politique plus « moderne ». L'ensemble, dichotomie masses / dirigeants et jugements de valeur, nous achemine vers l'explication traditionnelle de la guerre par les erreurs des uns — « l'échec politique du républicanisme historique » — et l'impatience des autres, qu'ils soient anarchistes ou qu'ils s'expriment par la voix de Largo Caballero, parangon d'inconséquence politique d'après l'auteur²².
- 29 À propos de ce dernier personnage, il semble que, comme dans le portrait à l'inverse très flatteur de Juan Negrín, des considérations extra intellectuelles jouent quelque peu. Mais, au-delà des préférences que l'historien peut avoir pour tel ou tel personnage, quelque chose de plus important est en jeu qui touche à la méthode et à l'interprétation générale de l'événement. Dans le chapitre VI, intitulé « Les trois fronts de Negrín », au fur et à mesure de l'analyse, l'argumentation de Graham fonctionne de plus en plus comme une justification. Il n'est plus question de montrer que ce personnage n'était pas une marionnette du PCE — c'est fait —, mais de le défendre de l'accusation d'être « opportuniste » et de le présenter comme un politicien animé d'un esprit démocratique inébranlable depuis 1931, et que seules les circonstances terribles de la guerre auraient empêché d'appliquer son programme²³. Au milieu de la démonstration qui se poursuit par l'examen du dispositif judiciaire d'exception, dont la gravité me paraît sous-évaluée, on trouve un avertissement sur l'usage de la comparaison qui ne laisse pas d'être étonnant : l'auteur explique que les restrictions aux libertés sont courantes et somme toute normales en temps de guerre dans une démocratie, et elle ajoute qu'il faut comparer l'évolution de la République espagnole avec celle de la France et de l'Angleterre pendant la première guerre mondiale plutôt qu'avec le contexte de son temps.
- 30 Or, des deux livres qui sont cités en note, aucun ne porte sur l'évolution de la justice à l'arrière pendant la Grande Guerre : le premier, de Benjamin F. Martin, *The Hypocrisy of*

*Justice in the Belle Epoque*²⁴, est une médiocre étude sur plusieurs « affaires » d'avant-guerre (les cas de Marguerite Steinhel, Thérèse Humbert et Henriette Caillaux) utilisées pour montrer que la justice n'était pas indépendante et que la police et les politiciens manipulaient tout. Le deuxième, beaucoup plus sérieux, de A. W. Brian Simpson, *In the Highest Degree Odious. Detention without Trial in Wartime Britain*, porte sur les détentions arbitraires pendant la deuxième guerre mondiale²⁵. En revanche, et à l'opposé de la théorie d'Helen Graham, un travail comme celui d'Alain Bancaud, *La magistrature en France (1930-1950)*²⁶, montre bien comment l'influence de la guerre, mêlée à la culture professionnelle des magistrats, nourrit la justice d'exception et la justice spéciale, et que c'est ce processus qui contribua à faire de Vichy un État autoritaire, et même une dictature, et non pas, à l'inverse, le fait que ce fût une dictature qui transforma une justice de démocratie en justice autoritaire... La restriction de la comparaison à l'expérience des démocraties pendant la Grande Guerre semble résulter d'une sorte de tabou lié à la tendance actuelle à vouloir « récupérer » la Deuxième République — et certaines figures « modérées » comme Negrín ou Azaña — comme mère de l'actuelle démocratie espagnole.

- 31 Le statut de la comparaison est une question très importante pour l'histoire de la guerre de 1936 tant la pratique en est rare. Ce conflit, généralement considéré comme « tellement spécifique » — même si on le tient pour la répétition générale de la deuxième guerre mondiale —, est un parfait exemple « d'histoire nationale » : on a pris l'habitude de rendre raison de son développement uniquement à partir de problématiques nationales (elles-mêmes fréquemment formulées dans des termes proches de ceux de l'époque) et même si la tendance récente cherche à insérer l'événement dans son contexte européen, l'effort de comparaison demeure très insuffisant et trop souvent implicite.
- 32 Il y a, à mon sens, un lien très fort entre cette absence de comparatisme véritable et le caractère immuable de l'interprétation canonique de la guerre en dépit des masses de travaux accumulés depuis les années 1960. Lorsque ce comparatisme est à l'œuvre, comme dans le livre de Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo*, il en ressort en effet une interprétation tout à fait neuve et convaincante de la guerre, ici à partir de deux postulats méthodologiques²⁷.
- 33 Le premier est celui d'un comparatisme systématique qui permet à l'auteur d'écarter des explications habituelles, par exemple à propos des politiques culturelles républicaines qu'il considère comme relativement modérées, ou à propos de l'État républicain et de sa police, dont il réévalue les carences pour expliquer le développement d'une violence politique beaucoup plus liée, selon lui, aux politiques d'exclusion de la citoyenneté d'une communauté imaginée par une autre. Il écarte aussi, en montrant son caractère mécaniste, le raisonnement traditionnel qui faisait découler la guerre de l'intense polarisation politique et sociale traditionnelle de l'Espagne : aussi rudes que furent les conflits sociaux, ils durent être interprétés par les acteurs pour déboucher sur une guerre, et cette question de l'interprétation est au cœur du problème et au cœur de son ouvrage²⁸.
- 34 Le deuxième postulat méthodologique de Rafael Cruz consiste à échapper à la contamination par les langages politiques de l'époque, qui ont été longtemps transformés en théories dans le champ de l'historiographie :
- 35 Dans leurs efforts pour préciser les « causes » de la guerre, les chercheurs ont codifié les interprétations politiques des protagonistes en théories explicatives. L'insupportable

gravité de la violence, la menace de la révolution sociale, la complicité ou le caractère inepte des gouvernants, l'offensive du fascisme, la déloyauté des militaires, le caractère « mauvais » en définitive, de nombreux hommes, sont devenus des axes dans les explications de la guerre²⁹.

- 36 Dès lors qu'il fait ce choix, l'historien est contraint d'orienter son travail dans des directions nouvelles et de se doter d'outils d'analyses propres : ne pouvant plus reprendre le langage de l'époque, il fait usage de concepts élaborés par les sciences sociales, exposés dans le premier chapitre. Il s'appuie en particulier sur une théorie des mobilisations collectives élaborée à partir de plusieurs auteurs, dont des grandes figures de la sociologie historique américaine, qui l'amène à réfléchir sur les conceptions de la citoyenneté existant en Espagne dans les années 1930. L'hypothèse majeure consiste ensuite à relier de manière très étroite la condition de citoyen et la lutte pour la reconnaissance d'une identité spécifique de « peuple » comme source de droit et pour imposer cette identité sur des identités adverses.
- 37 Cruz accorde alors toute son attention à la construction sociale des identités, qui passe par l'adoption d'un langage mis en œuvre dans l'action collective. Cela lui permet de distinguer les divers sens concurrents donnés au mot « peuple ». Il peut, ainsi et surtout, montrer à partir de quels événements concrets se produit la construction des identités, qui résulte d'une communication entre le groupe et ses chefs politiques, et de l'action d'une propagande qui ne fonctionne que parce qu'elle parle un langage qui peut être entendu, compris et repris par le collectif qu'elle vise. Ainsi, l'insurrection des Asturies d'octobre 1934 est étudiée comme un événement fondateur, fondateur parce que construit rétrospectivement par des discours politiques qui servent à l'exclusion de l'adversaire. D'une manière générale, le travail de Cruz constitue la première interprétation de la guerre qui prend au sérieux les mots des acteurs comme autant d'objets d'étude, ce qui lui évite d'être victime des effets de propagande et lui permet de renouveler complètement la question des causes de la guerre et le récit de son déroulement.
- 38 Celui-ci, orienté vers l'analyse des mobilisations comme reconfiguration d'identités collectives, occupe le chapitre VI intitulé « La construction sociale de la guerre³⁰ ». La guerre ne commence donc pas comme guerre : elle ne commence pas le 18 juillet 1936, mais quelques semaines plus tard. L'objet « guerre civile » perd son caractère d'évidence, ses limites et son nom deviennent problématiques, de la même manière que sa borne aval tend à être effacée par la plupart des travaux récents sur le premier franquisme³¹.

Les voies d'un nécessaire débat

- 39 Le renouvellement important de l'historiographie contenu dans ce dernier ouvrage a été systématisé par un livre capital qui, depuis sa parution il y a un an, n'a pas suffisamment été reçu et discuté au sein de la profession. Il s'agit de l'ouvrage de Pablo Sánchez León et Jesús Izquierdo Martín, *La guerra que nos han contado. 1936 y nosotros*³². La critique de l'historiographie de la guerre à laquelle se livrent ces auteurs part des problèmes auxquels celle-ci est aujourd'hui confrontée et elle propose de systématiser les orientations de Rafael Cruz en étudiant la naturalisation du passé à laquelle se livrent les historiens.

- 40 Ceux-ci répugnent en général à voir leurs pratiques considérées comme objets d'étude, surtout quand elle est critique : le sentiment d'une mise en cause personnelle l'emporte alors sur la conscience des limites de la connaissance historique. Tous admettent que les questions que l'historien pose aux archives ne naissent pas dans l'éther et qu'elles sont liées à sa personnalité, à son époque, à ses valeurs personnelles, mais en général, la mise entre parenthèses de ses propres opinions paraît suffire. Les historiens des époques plus reculées dans le temps savent bien la distance anthropologique qui les sépare des acteurs dont ils étudient les actions et les discours : l'ensemble des valeurs de ces acteurs, leur perception du temps, d'eux-mêmes, du réel qui les entourait, le sens qu'ils donnaient à un vocabulaire que nous avons parfois l'illusion de partager avec eux, tout cela en fait des étrangers dont il faut apprendre le langage et les us.
- 41 L'époque contemporaine présente à cet égard un risque beaucoup plus fort : l'illusion de proximité. Après tout, on rencontre encore des survivants qui semblent parler le même langage que nous. Cependant, la différence entre le passé lointain et le passé récent ne tient pas à la plus ou moins grande distance qui nous en sépare, mais à l'attitude des historiens. Or, celle-ci n'est pas le résultat d'une somme d'efforts individuels : elle est socialement déterminée par des politiques de mémoire qui ne nous sont pas extérieures et qui constituent notre identité propre, à partir de laquelle nous nous projetons vers le passé. C'est particulièrement le cas pour la guerre de 1936 : en plus du fait que l'identité collective de la démocratie espagnole d'aujourd'hui est fondée sur une lecture de la guerre comme tragédie fratricide, les multiples récits familiaux renforcent sa naturalisation en le présentant en des termes immédiatement compréhensibles car contenant les valeurs familiales qu'on cherche à transmettre.
- 42 Voilà pourquoi les auteurs s'attaquent à l'idée d'objectivité et d'impartialité de l'historien, qui est au cœur de la déontologie de nombreux spécialistes de la guerre civile, pour montrer à quel point elle est le produit d'une époque : dans le contexte de la transition démocratique, quand la concurrence des récits partisans sur la guerre était perçue comme une menace pour la paix publique, l'historien universitaire a été pris comme le garant scientifique d'une histoire dépassionnée parce que s'appuyant sur la documentation d'archives. L'accent a donc été mis sur l'apport massif de nouveaux documents et les historiens ont été investis d'un rôle d'expertise par une société, ou par un monde politique, où domine une conception complètement historiciste de la discipline. L'archive devient alors le maître mot : l'archive contre le mensonge, l'archive contre l'histoire propagandiste..., au point de rendre transparente une partie essentielle du travail de l'historien, l'interprétation des documents. On a vu avec l'ouvrage de Ranzato que l'histoire cumulative qu'il a synthétisée ne modifiait qu'à la marge l'interprétation du conflit.
- 43 Rappeler que l'objectivité de l'historien est un mythe et que ce mythe a trouvé un terrain d'expression privilégié dans l'histoire de la guerre civile ne signifie pas mettre en cause les compétences professionnelles des historiens de ce conflit. C'est, au contraire, souligner la prégnance des conditionnements sociétaux qui ont pu imposer à des individus un format d'histoire correspondant aux politiques de mémoire. Si ces conditionnements fonctionnent si bien, ce n'est pas seulement du fait d'une injonction historiciste prononcée de l'extérieur de la profession. Le grand mérite de ce livre est de montrer comment ils opèrent vraiment : sur un terrain méthodologiquement négligé par les historiens, l'interprétation, et par l'intermédiaire d'une conception instrumentale du langage.

- 44 Les deux auteurs relèvent à ce propos que la conception historiciste d'une « vérité historienne définitive », née de la demande sociale faite aux historiens et censée trancher (*zanjar*) les débats, a été renforcée par l'adoption des principes de base d'une histoire sociale — attention privilégiée aux structures sociales, aux « facteurs objectifs », aux jeux d'intérêts des groupes sociaux — devenue relativement imperméable aux renouvellements théoriques de ces vingt ou trente dernières années. Alors que des débats, parfois intenses, ont lieu internationalement sur l'histoire du fascisme, du nazisme, du génocide juif, notamment sur les concepts qui ont été utilisés ou forgés autour de ces questions, tout débat théorique autour de la guerre civile espagnole semble passer pour un viol de la déontologie aux yeux de nombreux historiens. La relative frilosité face à des questionnements épistémologiques comme ceux du *linguistic turn*, facilement amalgamés aux menées « relativistes » d'une minorité, peut même se traduire en hostilité et en tentatives de disqualification des auteurs, taxés de « post-modernistes », qui osent proposer une réflexion alternative sur le langage.
- 45 Analysant la stérilité du débat avec Pío Moa, Sánchez León et Izquierdo Martín montrent que, pour dépasser l'opposition de la « bonne foi » et de la « mauvaise foi » autour du traitement documentaire de la guerre par ces auteurs négationnistes, il faut mettre en cause les catégories qu'ils utilisent et qui procèdent toutes à une naturalisation permanente des identités collectives de l'époque sciemment confondues avec celles d'aujourd'hui. L'historien doit prendre de la distance avec toute forme de naturalisation et donc, aussi, avec celle qui est mise en œuvre traditionnellement par l'historiographie classique du conflit. Pour cela, les deux auteurs passent, eux aussi, par le comparatisme : par exemple, selon eux, si les conditions « objectives » (chômage, polarisation sociale...), mises habituellement en avant pour expliquer la naissance de la guerre civile espagnole, étaient vraiment décisives, on peut alors se demander pourquoi d'autres pays, en proie à des situations sociales et économiques nettement plus dégradées qu'en Espagne, comme les États-Unis de la grande crise, n'ont pas connu de guerre civile. Peu satisfaits de la réponse attendue sur le rôle de l'idéologie comme facteur de fausse perception de la réalité par les acteurs, ils développent une critique de l'idée de « fausse conscience » de ces derniers, montrant qu'à ce rythme, décider que les acteurs se trompaient revient à enlever toute consistance à leurs actes (comme H. Graham avec Largo Caballero). Ce faisant, l'historien utilise le langage de la même façon que les acteurs de la guerre civile eux-mêmes qui accusaient leurs adversaires de déformer la réalité par un langage fallacieux, mensonger, et il ne fait que reprendre la propagande développée par les uns et les autres, sans la mettre véritablement à distance et l'analyser en tant que telle...
- 46 Dans une seconde partie plus centrée sur le langage, les deux auteurs suivent un raisonnement très proche de celui de Berger et Luckmann ou de Miguel Ángel Cabrera, en montrant que ce langage ne fait pas qu'informer sur la réalité sociale, mais qu'il la constitue en particulier dans le cas des identités, autant individuelles que collectives³³. Assigner des intérêts objectifs à des groupes ou à des individus considérés à leur tour à partir de catégories objectivistes (la classe pour l'histoire sociale traditionnelle, l'*homo oeconomicus* de Michael Seidman³⁴), alors que leur langage, les mots qu'ils utilisent définissent leur identité et, en même temps, leurs intérêts, c'est prendre le risque de ne jamais comprendre comment la guerre fut vécue par ses acteurs. Les deux auteurs, en revenant eux-mêmes sur le travail de Rafael Cruz et sur sa démonstration à propos d'octobre 1934, montrent à quel point ces langages évoluent et à quel point ils font évoluer identités et intérêts : certains événements, mettant à l'épreuve l'adéquation des

répertoires de concepts disponibles pour les acteurs qui cherchent à leur donner un sens, obligent à transformer la signification de certains mots ou à inventer de nouveaux termes.

- 47 Le fait de ne pas réifier les identités et d'être sensible à la manière dont les sujets ont vécu leurs actes permet d'envisager, pour ces deux historiens, une réponse à la question : pourquoi les sujets agissent-ils ? Leur hypothèse est que « l'action est l'expression de cette nécessité de s'identifier avec des valeurs, des idéaux, des intérêts, des fins³⁵ ». Les intérêts en eux-mêmes, aussi bien définis soient-ils, n'expliquent pas l'action. Celle-ci sert à exprimer l'interprétation personnelle que font les acteurs des référents grâce auxquels ils s'identifient : « ce qui prime dans notre expressivité, c'est la sensation que c'est nous qui voyons le monde d'une certaine façon et qui agissons en conséquence ». Cette conscience est le plus souvent négative : nous savons quels sont les référents que nous rejetons ou détestons. Mais, dans certaines circonstances :
- 48 [Quand] les référents grâce auxquels nous nous identifions sont menacés de perdre leur valeur sociale, ou même de disparaître, notre nécessité d'identification devient alors intense, jusqu'à perdre toute limite³⁶.
- 49 Cette hypothèse me paraît particulièrement riche pour les circonstances de 1936, quand l'irruption des armes dans les querelles politiques et sociales transforme en guerre la lutte politique et les politiques d'exclusion :
- 50 Le sujet avait la sensation que s'il n'exprimait pas en actes son identification avec ces référents, lui-même cesserait, au sens moral, d'être ce qu'il était, d'exister³⁷.
- 51 Ce basculement, que les auteurs qualifient de moment de « politique absolue », en reprenant le raisonnement de Pizzorno sur les guerres de religion³⁸, permet de comprendre ce que le mythe de la « folie collective » refusait de comprendre, cette « irrationalité » des acteurs manifestée dans des actes d'une rare violence. Avec cette proposition théorique, et leur proposition pratique de constituer un dictionnaire des termes de l'époque tels que les acteurs les entendaient, Sanchez León et Izquierdo Martín indiquent une voie pour comprendre leurs rationalités particulières, une voie qui permettrait à l'histoire de la guerre civile de devenir « compréhensive » et de satisfaire sans doute la demande qui s'exprime aujourd'hui en partie dans les librairies.
- 52 En outre, une telle histoire aurait l'avantage de faire prendre conscience du caractère construit et daté des valeurs, contre la prétention permanente des institutions (publiques ou associatives) à les naturaliser, ce qui faciliterait le travail de mémoire aujourd'hui commencé en Espagne, mais qui se traduit encore beaucoup par des affrontements entre « blocs mémoriels ». Cet appel qui se dégage du livre est très ambitieux et, peut-être, paradoxalement plus optimiste que les considérations finales sur la profession³⁹. Lever le voile dans un livre grand public sur le fait que le milieu universitaire n'est pas le merveilleux monde des idées où des chercheurs généreux poursuivent la vérité avec abnégation, mais un milieu professionnel comme les autres où les enjeux de pouvoir sont forts et où la rupture d'un code de conduite non écrit peut coûter cher, revient à mentionner la corde dans la maison du pendu, d'autant plus que les auteurs savent à l'avance que les éventuelles réponses vengeresses, en actes ou en paroles, ne seront pas communicables au grand public. Cette témérité ne saurait refléter une envie de devenir des martyrs mais la force et la sincérité d'une conviction et d'un appel, en même temps qu'une certaine confiance dans le fait que ce même milieu professionnel est capable de se

remettre en question et qu'il est suffisamment lucide pour accueillir ces propositions et les discuter.

- 53 L'historiographie de la guerre civile, placée lors du soixante-dixième anniversaire dans une situation où elle est à la fois sollicitée, de façon ambivalente, par le mouvement de « récupération de la mémoire historique » et mise en cause par la partie des Espagnols qui apprécient les livres de Pío Moa et leur discours identitaire, est sans doute condamnée à évoluer : la connaissance du conflit fondée sur l'interprétation traditionnelle a sans doute atteint un plafond et mérite d'être discutée et relayée par les nouvelles interprétations qui se font jour. Dès lors, on peut peut-être partager le relatif optimisme qui, à mon sens, se dégage — malgré tout — de la critique méthodologique et théorique évoquée ci-dessus, et croire que l'histoire de la guerre civile va s'ouvrir à un large et profond débat sur ses pratiques et qu'elle va relever les défis du présent. On peut au moins l'espérer.

BIBLIOGRAPHIE

- BALLESTER, David (1998), *Els anys de la guerra. L'UGT a Catalunya*, Barcelone.
- BANCAUD, Alain (2002), *La magistrature en France (1930-1950)*, Paris.
- BERGER, Peter et LUCKMANN, Thomas (2006), *La construction sociale de la réalité*, Paris.
- BLANCO RODRÍGUEZ, Juan Andrés (2007), « La historiografía de la guerra civil », *Hispania Nova. Revista de Historia Contemporánea*, 7 <<http://hispanianova.rediris.es/7/dossier.htm>>.
- BRIAN SIMPSON, A. W. (1992), *In the Highest Degree Odious. Detention Without Trial in Wartime Britain*, New York.
- CABRERA ACOSTA, M. A. (2001), *Historia, lenguaje y teoría de la sociedad*, Madrid.
- CERCAS, Javier (2001), *Soldados de Salamina*, Barcelone.
- CRUZ, Rafael (2006), *En el nombre del pueblo*, Madrid.
- EALHAM, Chris (2005), *La lucha por Barcelona*, Madrid.
- GARCÍA, Hugo (2006), « La historiografía de la Guerra Civil en el nuevo siglo », *Ayer*, 62, Madrid, pp. 285-305.
- GRAHAM, Helen (2005), *El PSOE en la Guerra Civil, Poder, crisis y derrota (1936-1939)*, Barcelone.
- GRAHAM, Helen (2006), *La República española en guerra (1936-1939)*, Barcelone.
- GUILLAMÓN IBORRA, Agustín (1994), *Balance. Cuadernos monográficos de historia*, 3 (diciembre).
- IZQUIERDO MARTÍN, Jesús et SÁNCHEZ LEÓN, Pablo (2006), *La guerra que nos han contado. 1936 y nosotros*, Madrid.
- JULIÀ, Santos (dir.) (2006), *Memoria de la guerra y del franquismo*, Madrid.
- LAGROU, Peter (2003), *Mémoires patriotiques et occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, Bruxelles.

- LAVABRE, Marie-Claire (1992), « Histoire, mémoire et politique : le cas du parti communiste français », thèse de doctorat soutenue à l'Institut d'études politiques de Paris.
- LAVABRE, Marie-Claire (2006), « Sociología de la memoria y acontecimientos traumáticos », dans Julio ARÓSTEGUI et François GODICHEAU (dir.), *La Guerra Civil. Mito y memoria*, Madrid, pp. 31-55.
- MAINER, José Carlos (2007), « Itinéraires de lectures de la guerre civile (1960-2000) », dans Viviane ALARY et Danielle CORRADO, *La guerre d'Espagne en héritage. Entre mémoire et oubli (de 1975 à nos jours)*, Clermont-Ferrand, pp. 13-33.
- MARTIN, Benjamin F. (1984), *The Hypocrisy of Justice in the Belle Epoque*, Baton Rouge – Londres.
- MARTÍNEZ-MALER, Odette (2003), « 2000-2002 : les Caravanes de la mémoire. Effractions et discordances », *Matériaux pour l'histoire de notre temps (1975-2002)*, 70 (avril-juin), numéro thématique « Espagne : la mémoire retrouvée », pp. 87-93.
- NUÑEZ SEIXAS, Xosé Manuel (2006), *¡Fuera el invasor ! Nacionalismos y movilización bélica durante la Guerra Civil española (1936-1939)*, Madrid.
- PIZZORNO, Alessandro (1987), « Politics Unbound », dans Charles S. MAIER (éd.), *Changing Boundaries of the Political. Essays on the Evolving Balance between the State and Society, Public and Private in Europe*, Cambridge, pp. 27-62.
- POZO GONZÁLEZ, José Antonio (2002), « El poder revolucionari a Catalunya : crisi i recomposició de l'Estat », thèse de doctorat soutenue à l'Universitat Autònoma de Barcelone.
- RANZATO, Gabriele (2006), *El eclipse de la democracia. La guerra civil y sus orígenes (1931-1939)*, Madrid.
- REIG TAPIA, Alberto (1999), *Memoria de la Guerra Civil. Los mitos de la tribu*, Madrid.
- Républicains espagnols en Midi-Pyrénées. Exil, histoire et mémoire*, Toulouse, 2004.
- ROUSSO, Henry (dir.) (1999), *Stalinisme et Nazisme : histoire et mémoire comparées*, Bruxelles.
- ROUSSO, Henry (2001), *Vichy : l'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris.
- SEIDMAN, Michael (2003), *A ras de suelo. Historia social de la República durante la Guerra Civil*, Madrid.
- THIESSE, Anne-Marie (1999), *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris.

NOTES

1. Pour la pluralité de ces lectures de la guerre civile, on peut se reporter au texte de MAINER, 2007.
2. REIG TAPIA, 1999.
3. ARÓSTEGUI et GODICHEAU (dir.), 2006.
4. L'IHTP a consacré une grande partie de ses réflexions au travail sur la mémoire et ses rapports avec l'écriture de l'histoire, dans une perspective de plus en plus comparatiste. Pour limiter le nombre de référence, citons seulement ROUSSO, 2001 ; LAGROU, 2003 et ROUSSO (dir.), 1999.
5. Ce constat, réalisé lors du colloque de 2002 à la Casa de Velázquez, a depuis été validé largement par la profession, comme en témoignent de nombreux titres associant les termes « mémoire », « guerre » et « franquisme », comme par exemple JULIÀ (dir.), 2006.
6. MARTÍNEZ-MALER, 2003, pp. 87-93.
7. J'ai constaté la même ambivalence lors des rencontres et du travail en commun, à Toulouse, autour de l'hommage aux républicains espagnols, de la préparation du livre collectif *Républicains*

espagnols en Midi-Pyrénées. Exil, histoire et mémoire (2004) et du projet, toujours actuel, de créer un centre de ressources documentaires sur l'exil, à Toulouse.

8. LAVABRE, 2006 et 1992, chap. I.

9. Comme en témoigne, en France, l'activité du Comité de vigilance sur les usages publics de l'Histoire (<<http://cvuh.free.fr/>>), mais aussi le succès de la pétition « Liberté pour l'histoire » lancée en 2005.

10. On trouve ainsi, sous la plume d'Agustín Guillamón, auteur d'articles intéressants sur des groupes révolutionnaires minoritaires pendant la guerre — trotskystes, bordiguistes —, des insultes à l'égard d'universitaires de Barcelone dont les écrits lui déplaisent (GUILLAMÓN, 1994, p. 17).

11. RANZATO, 2006.

12. GRAHAM, 2006. Aucune synthèse de qualité comparable sur le camp franquiste ne peut être mise en regard de celle-ci, ce qui traduit le déséquilibre persistant des études entre les deux camps en lutte, malgré de très belles publications d'histoire régionale. Pour un rapide panorama de la production historiographique récente et moins récente, voir BLANCO RODRÍGUEZ, 2007 et GARCÍA, 2006.

13. Voir GRAHAM, 2005, mais aussi RANZATO, 2006, pp. 523 *sqq.* Ce dernier apporte une analyse très fine de l'attitude des fascistes italiens envers Franco et les siens.

14. *Ibid.*, p. XXIV.

15. *Ibid.*, p. XI.

16. *Ibid.*, p. XIII.

17. Elle intègre aussi les travaux d'un autre historien britannique, Chris Ealham, spécialiste des cultures populaires urbaines (GRAHAM, 2005). Voir aussi EALHAM, 2005.

18. Un exemple de cette érudition au service de l'analyse : le cas de l'assassinat de Camilo Berneri pendant les journées de mai 1937, traité dans GRAHAM, 2005, pp. 319 *sqq.*

19. *Ibid.*, p. 413.

20. *Ibid.*, p. 111.

21. De plus, ce passage sur la recomposition institutionnelle est rendu difficilement compréhensible par une importante erreur de traduction du texte anglais vers le texte espagnol, p. 255 : à propos de l'application du décret de la Généralité du 9 octobre 1936, portant sur la dissolution des comités révolutionnaires et la reconstitution des conseils municipaux, là où le texte original dit « *reconstitution of all local comités as municipal bodies* », la traduction dit « *reconstitución de todos los comités locales* ». Le fait de ne pas traduire « *as municipal bodies* » introduit ici un fort contresens en laissant entendre que les comités locaux étaient reconstitués, alors même qu'ils étaient en train de disparaître... À propos de la reconstruction de l'État en Catalogne, les travaux de BALLESTER, 1998, sur l'UGT catalane auraient été très éclairants, de même que ceux (certes parus après l'édition anglaise de l'ouvrage) de POZO GONZÁLEZ, 2002, sur le mouvement révolutionnaire en Catalogne.

22. *Ibid.*, pp. 43 et 46-47. Sur Largo Caballero, la charge est plus complète et plus rude encore dans son livre sur le PSOE pendant la guerre civile (GRAHAM, 2005). L'auteur a conscience de la difficulté présentée par les jugements de valeur (p. 53).

23. *Ibid.*, p. 368.

24. MARTIN, 1984.

25. BRIAN SIMPSON, 1992. Des spécialistes de la Grande Guerre (John Horne pour le Royaume-Uni et Rémi Cazals pour la France), que j'ai pu consulter à ce sujet, m'ont assuré qu'ils ne connaissaient aucune étude portant véritablement sur cette question.

26. BANCAUD, 2002.

27. CRUZ, 2006.

28. Sur la comparaison : « *La comparación con las experiencias políticas de diferentes países puede ser muy útil, porque muchos de los planteamientos en las diferentes disciplinas sociales parecen muy convincentes cuando las experiencias se examinan en solitario, pero pierden mucha fuerza cuando se enfrentan a un contexto más amplio mediante la comparación.* » (*ibid.*, p. 23)
29. *Ibid.*, p. 332 (traduction en français par mes soins pour toutes les citations de cet ouvrage et de IZQUIERDO MARTÍN et SÁNCHEZ LEÓN, 2006).
30. En référence au livre fondateur de BERGER et LUCKMANN, 2006 [1re éd., 1966]. Il est à noter que ce chapitre n'est qu'une esquisse, une proposition d'interprétation qui appelle compléments et discussions.
31. Cruz n'est pas le seul à centrer son travail sur les reconfigurations des identités collectives en s'appuyant sur une méthode comparatiste. NUÑEZ SEIXAS, 2006, y met à profit les travaux existants en histoire du nationalisme — celui de THIESSE, 1999 par exemple — et à propos de la première guerre mondiale.
32. IZQUIERDO MARTÍN et SÁNCHEZ LEÓN, 2006.
33. BERGER et LUCKMANN, 2006 et CABRERA ACOSTA, 2001.
34. SEIDMAN, 2003.
35. IZQUIERDO MARTÍN et SÁNCHEZ LEÓN, 2006, p. 268.
36. *Ibid.*, p. 269 pour ces deux dernières citations.
37. *Ibid.*, p. 270.
38. PIZZORNO, 1987.
39. *Ibid.*, pp. 301-303.

RÉSUMÉS

Faire le bilan du soixante-dixième anniversaire de la guerre civile sur le plan historiographique ne saurait consister en une simple revue des livres parus en 2006. La question de la guerre de 1936 a pénétré profondément l'espace public et le débat parmi les citoyens au point que les historiens professionnels sont confrontés, aujourd'hui plus qu'hier, à des exigences multiples qu'il faut intégrer à l'analyse de la production historique. L'examen de deux grandes synthèses sur l'histoire de la guerre permet de mesurer les progrès de la connaissance, mais aussi les limites interprétatives d'un modèle classique de récit du conflit, qui s'est vu contesté par plusieurs ouvrages originaux. Ceux-ci proposent une approche qui, si elle s'accompagne d'une réflexion systématique sur la construction de l'identité des acteurs de l'histoire et sur le maniement du langage par l'historien, peut permettre un réel renouvellement de l'histoire de cette guerre, à condition que le débat ait lieu.

Hacer un balance del setenta aniversario de la Guerra Civil en el plano historiográfico no puede resumirse en una simple revista crítica de los libros publicados durante el año 2006. La cuestión de la guerra de 1936 ha penetrado tan profundamente en el espacio público y en los debates de los ciudadanos, que los historiadores profesionales se enfrentan, hoy más que ayer, a unas exigencias múltiples que hay que incorporar al análisis de la producción histórica. El examen de dos grandes síntesis sobre la guerra permite medir la progresión de nuestro conocimiento del conflicto, pero también los límites interpretativos de un modelo clásico de relato del período que ya ha sido cuestionado en algunos libros originales. Éstos proponen un enfoque que, de

acompañarse de una reflexión sistemática sobre la construcción de la identidad de los actores de la historia y sobre el uso del lenguaje por parte del historiador, puede llevar a una verdadera renovación de la historia de esta guerra, a condición de que el debate tenga lugar.

To draw up a balance of historiography on the seventieth anniversary of the civil war would require more than a mere review of the books published in 2006. The issue of the war of 1936 has taken a central place in the public arena and in debate among citizens, to the extent that professional historians today are increasingly faced with manifold demands that have to be attended to in any analysis of historical production. An examination of two broad syntheses on the history of the war serves to measure not only the progress of knowledge but also the interpretative limits of the classical account of the conflict, which is now questioned by several original works. These propose an approach which, if accompanied by a systematic discussion on how the identity of history's actors is forged and how historians handle language, could pave the way for a genuinely new approach to the history of this war, as long as there is a real debate.

INDEX

Mots-clés : Guerre civile espagnole, Espagne, Herméneutique, Historiographie, Identités, Mémoire

Keywords : Hermeneutics, Historiography, Identities, Memory, Spanish Civil war

Palabras claves : Guerra civil española, Hermenéutica, Historiografía, Identidades, Memoria

AUTEUR

FRANÇOIS GODICHEAU

Institut des Études ibériques et ibéro-américaines, Université de Bordeaux III